

Les Ateliers de pratique urbaine

QUARTIERS DURABLES EN EUROPE

Organisé par l'ARENE Ile-de-France
en partenariat avec le CAUE 91



Atelier du 11 mai 2006 : nouvelles mobilités et nouveaux domaines publics
Atelier du 8 juin 2006 : prévoir et anticiper, précaution Santé et Prévention Climat
Atelier du 29 juin 2006 : maîtrise de la consommation de ressources naturelles dans l'aménagement et la construction

SYNTHÈSE



LES ATELIERS DE PRATIQUE URBAINE

Quartiers durables en Europe

Atelier du 11 mai : nouvelles mobilités et nouveaux domaines publics

Atelier du 8 juin : prévoir et anticiper, précaution Santé et Prévention Climat

Atelier du 29 juin : maîtrise de la consommation de ressources naturelles dans l'aménagement et la construction

Synthèse

Ce cycle d'ateliers, organisés conjointement par l'ARENE et le CAUE, porte sur les questions relatives à la ville et à ses transformations, à travers la découverte des quartiers durables en Europe. Les trois ateliers de pratique urbaine évoquent les impacts sociaux, économiques, environnementaux, culturels des constructions. Le partenariat entre le CAUE et l'ARENE permet de confronter les approches et de mutualiser les retours d'expériences. Les deux visions sont donc complémentaires.

Thèmes de ces trois ateliers : « *nouvelles mobilités et nouveaux domaines publics* » (le 11 mai 2006) « *prévoir et anticiper : précaution Santé et Prévention Climat* » (le 8 juin 2006) ; « *maîtriser la consommation de ressources naturelles dans l'aménagement et la construction* » (le 29 juin 2006).

L'objectif de ces ateliers est d'analyser les axes directeurs de la genèse et de la réalisation de tels quartiers. Le choix s'est porté sur des quartiers du nord de l'Europe : Vauban (Fribourg – Allemagne), Kronsberg (Hanovre – Allemagne), Südstadt (Tübingen – Allemagne), Vesterbro (Copenhague – Danemark), BOo1 (Malmö – Suède), Hammarby (Sjöstad – Stockholm), Culemborg (Pays-Bas) et Bedzed (Beddington – Royaume-Uni).

Utilisés comme des vitrines (dont l'Île-de-France manque cruellement), ces quartiers affichent l'exemplarité d'un savoir-faire en matière d'écotechnologies « lowtech/ lowcost » et suivent des processus de recomposition de l'urbain qui déclinent simultanément les dimensions environnementales, économiques et sociales du développement durable. En accueillant la visite de délégations de tous pays, le centre d'Hammarby Sjöstad à Stockholm a bénéficié d'un rayonnement international... Les ingénieries britanniques, allemandes, scandinaves ont su exporter leurs compétences en matière de réalisations

d'écoquartiers clefs en main, par exemple en Asie.

Tous les quartiers durables sont représentatifs de villes avec une politique urbaine ancienne autour du développement durable concrétisée dans des programmes écologiques ou dans des approches plus globales comme l'Agenda 21. L'implantation de ces quartiers s'appuie souvent sur la maîtrise foncière des terrains permettant à la municipalité d'élaborer un cahier des charges très exigeant pour les investisseurs. Ainsi, la ville de Fribourg, dans le quartier Vauban, a pu poser ses exigences architecturales, urbaines, sociales et énergétiques lors de sa construction. Avoir pensé préalablement l'habitabilité d'une vie commune permet de fonder durablement les relations de voisinage et la responsabilité de chacun face au bien commun ou aux biens partagés.

Dans l'élaboration de ces quartiers, le processus de concertation de la population tient une place centrale et diffère des modes de concertation en France, sans doute parce que l'appropriation des thématiques est plus spontanée. L'accompagnement facilite la naissance des projets. Chaque quartier dispose de lieux d'échanges, sortes d'agences de transfert des savoir-faire dont l'ambition est de former des citoyens sensibilisés, capables d'adapter leur comportement.

Les expériences de quartiers durables, débutées il y a une vingtaine d'années au nord de l'Europe, relèvent d'une réflexion croisée des élus et des mouvements citoyens sur un modèle de société à créer. A Hanovre, en Allemagne, la réflexion menée vient d'abord de la collectivité pour répondre à l'étalement urbain. A l'inverse, l'évolution de Culemborg, à côté d'Utrecht en Hollande, est d'abord portée par l'initiative citoyenne.

Dans les villes étudiées, les thématiques de l'environnement

ronnement sont traitées simultanément à différents niveaux : énergie, gestion de l'eau et des sols (déblaiement, dépollution), déchets, matériaux de construction et équipements. Les thématiques sociales prennent en compte la proximité des services, des commerces et des équipements culturels. La thématique « santé » est traitée selon les contextes, comme à Vesterbro où les habitats insalubres ont été mis aux normes. Le volet économique, quant à lui, se traduit notamment au niveau des performances ou des solutions techniques préconisées. La thématique transport et mobilité constitue elle aussi un point majeur commun, avec les principes de « ville à courtes distances » ou « ville sans voiture ».

Les postes d'économie d'énergie reposent sur la réduction des émissions de CO₂, ce qui implique notamment la diminution de la circulation automobile et engage par conséquent à un développement des transports collectifs. L'exemplarité de l'aménagement, sur le plan urbain, se mesure à la réalisation d'infrastructures de transports en commun adaptées et anticipées. Par ailleurs, ces aménagements urbains sont basés avant tout sur une forte implication des collectivités et une délégation systématique de la maîtrise d'ouvrage à des structures relais. Favoriser le recours aux transports en commun signifie d'abord les rendre accessibles. L'information des usagers est aussi importante. La viabilité de ces quartiers dépend des possibilités de mobilité, même si la vie de quartier reste privilégiée.

À l'échelle urbaine, les économies d'énergie s'envisagent avant l'aménagement des nouveaux quartiers et conduisent de plus en plus souvent les collectivités territoriales à se doter de réseaux d'énergie de type « décentralisé ». En matière de cadre bâti, au-delà des performances mini assignées aux locaux d'habitation ou d'activités, le développement « d'îlots micro-climatiques » à forte végétalisation permet d'améliorer le confort, tout en régulant la température et l'humidité de l'air extérieur.

Dans le domaine de la construction, les économies d'énergie portent sur différents gisements d'énergie et sur une révision des concepts de production-distribution-consommation. Par exemple :

- Le développement des systèmes passifs d'apports d'énergie et de rafraîchissement « ventilation naturelle assistée », (savoir-faire particulièrement développé en Grande-Bretagne) ;
- La production d'énergies locales de type ressources renouvelables (solaire, éolien, biomasse (en Allemagne, Scandinavie, Pays-Bas ...)) ;
- La mise en œuvre de réseaux collectifs à partir, par exemple, d'unités de cogénération couplées avec des énergies renouvelables ;

- L'expérience du lotissement de Bedzed (zéro énergie fossile) où les concepteurs se sont fixés comme objectif une réduction de moitié de l'empreinte écologique. Pour cela, le recours aux ressources locales (passives : soleil, vent) permet une réduction de 90 % du besoin de chauffage et de 70 % de la consommation énergétique.

L'approche quartiers durables permet également de penser la ville à travers la protection de la santé du citoyen, de la prévention des risques climatiques (GES, dérèglements du climat, couche d'ozone), mais aussi de la régulation du micro climat urbain. La précaution en matière de santé s'appuie sur des mesures telles que la réduction de la circulation. et ses effets : réduction des émissions de polluants et nuisances sonores, renaturation des tissus urbains pour générer une fraîcheur sans climatisation, ventilation naturelle des parcelles urbaines (corridors à vent).

Il est intéressant de montrer à quel point ces quartiers sont le fruit d'une réflexion amont poussée en analyse paysagère, climatologique et territoriale, qui déterminera ensuite au niveau du plan-masse d'aménagement des formes urbaines privilégiant cette approche naturelle autour de la gestion globale climatique.

Dans le choix des matériaux, le bois est souvent privilégié car c'est un matériau renouvelable. L'utilisation du PVC, matériau de plus en plus controversé, est désormais interdite dans la plupart des opérations nord-européennes. En Allemagne et en Suède, il existe des matériaux et produits à usages réglementés (PVC et dérivés chlorés, peintures non éco-certifiées...).

Le quartier Vauban a mené l'une des premières grandes actions de dépollution des sols et des nappes phréatiques (sur dix ans) et a par ailleurs misé sur l'utilisation d'énergies renouvelables (solaire, centrale de cogénération). Le quartier durable Culemborg, à côté d'Utrecht, veille à la stabilité du système hydraulique du polder sur lequel il s'est implanté. Le quartier Kronsberg à Hanovre a mis en place un système de gestion des précipitations permettant l'infiltration des eaux de pluie ruisselant sur des surfaces non polluées des îlots, pour réalimenter la nappe phréatique principale de l'agglomération. Ce quartier illustre bien une démarche de régulation des variations climatiques saisonnières et une approche préventive d'éventuels impacts sur la santé de nouveaux aménagements et constructions.

Des pistes principales de recommandations pour la conception et le développement de « Quartiers Durables » ont été imaginées dans un contexte francilien :

- Assembler tous les documents de planification

urbaine territoriale incluant des clauses environnementales très fortes ;

- Afficher et définir une politique forte de « Développement Durable » dans les documents d'urbanisme, privilégier la réhabilitation des friches industrielles ou urbaines par rapport à la création de quartiers neufs ;
- Planifier les infrastructures de transport, d'équipement et de service dès le démarrage du projet, augmenter les délais d'études et de réalisation ;
- Innover à chaque opération afin de favoriser l'exemplarité ;
- Elaborer et organiser un système global de participation, d'information, de sensibilisation et de communication sur le développement durable à destination de tous les acteurs et en particulier les habitants ;
- Elever les niveaux d'exigences vis-à-vis des promoteurs.

Les premières boîtes à outils ont été constituées à partir de 2005 par quelques villes franciliennes, dans le cadre de l'élaboration de leurs Plans Locaux d'Urbanisme « avec leur projet d'aménagement et de développement durable ». Pour généraliser ces opérations de renouvellement urbain ou de quartiers durables, certains offices HLM ont développé des initiatives comme des chartes internes de développement durable ou lancé des opérations pilotes, tentant de créer un lien entre le service de gestion du patrimoine et le service d'investissement.

Au niveau financier, des réductions de charges peuvent consolider la capacité du locataire à payer son loyer et un cadrage régional octroie une aide par logement pour toute opération s'inscrivant dans une certification « habitat et environnement » (Cerqual). Par ailleurs, une nouvelle délibération sur l'énergie, s'adressant plus largement à tous les maîtres d'ouvrage, prévoit une aide régionale sur la partie installation, complémentaire au crédit d'impôt. De même, les bailleurs sociaux ont droit à 30 ans d'exonération de taxes foncières s'ils remplissent des critères de qualité environnementale. D'autres aides existent, par exemple sur l'installation de systèmes solaires combinés, de capteurs solaires pour l'eau chaude, les toitures végétalisées...

L'atelier de pratique urbaine suivant, qui a eu lieu le 14 novembre 2006, avait pour thème : « *La ville à l'époque du développement durable* ». Les intervenants ont ainsi eu l'occasion d'échanger leur expérience et points de vue autour des deux tables rondes : « *Les outils réglementaires et incitatifs, d'une évolution urbaine vers la ville durable* » et « *l'action citoyenne pour une nouvelle gouvernance des projets urbains durables* ». ■